



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026/01024 du 16/03/26
portant réglementation complémentaire des installations classées
Changement d'affectation du bac TK 205 du dépôt pétrolier SPVM
(Société Pétrolière du Val-de-Marne) rue des Darses à VILLENEUVE-LE-ROI

Le préfet du Val-de-Marne

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les parties législatives et réglementaires, Livre I^{er}, Titre 8, chapitre unique relatif à l'autorisation unique et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 pour sa partie relative à la prévention des risques technologiques ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Etienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°91/4089 du 24 septembre 1991 autorisant le Groupement Pétrolier du Val-de-Marne à exploiter un dépôt d'hydrocarbures à Villeneuve-le-Roi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013/3463 du 26 novembre 2013 imposant des prescriptions complémentaires et actant, notamment, le changement d'affectation du bac n°205 de la cuvette F à un liquide inflammable de 2^{ème} catégorie de type gasoil ou fioul domestique ;
- Vu** l'étude de dangers de l'établissement transmise le 4 octobre 2013, complétée par la mise à jour du 31 décembre 2017 et consolidée le 31 octobre 2018 ;
- Vu** la demande, accompagnée de son dossier technique, présentée par courriel du 25 février 2025 par la société SPVM pour son site de Villeneuve-le-Roi en vue d'autoriser le stockage d'essence dans le bac 205 de la cuvette F, ainsi que la mise à jour du dossier technique à l'indice C à la date du 18 novembre 2025 ;
- Vu** la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers à la date du 30 juin 2025 et notamment son chapitre 7.2 « classement SEVESO 3 » actualisant le classement sous la nomenclature ICPE de l'établissement ;
- Vu** le rapport d'inspection daté du 09 décembre 2025 suite à la visite d'inspection menée le 13 novembre 2025 sur l'établissement SPVM de Villeneuve-le-Roi ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 décembre 2025 proposant un projet d'arrêté complémentaire ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 31 décembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

CONSIDÉRANT que la modification transmise par l'exploitant par courriel du 25 février 2025 et son dossier technique consolidé à l'indice C en date du 18 novembre 2025 est considérée comme non substantielle mais qu'il y a lieu de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°91/4089 du 24 septembre 1991 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013/3463 du 26 novembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société SPVM sur la commune de Villeneuve-le-Roi est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, relevant du seuil haut de la directive SEVESO, soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés, notamment, par les arrêtés préfectoraux susvisés ;

CONSIDÉRANT les moyens mis en œuvre par l'exploitant en matière de maîtrise des risques ;

CONSIDÉRANT que la modification nécessite de mettre à jour des dispositions réglementaires d'actes antérieurs, et de prescrire des dispositions particulières pour encadrer la réaffectation du bac TK 205 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} : BÉNÉFICIAIRE

La société Pétrolière du Val de Marne (SPVM), dont le siège social est situé rue des Darses, à Villeneuve-le-Roi, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, dans son établissement situé rue des Darses à Villeneuve-le-Roi (94 290) (coordonnées Lambert 93 X = 658283 et Y = 6848530), des installations détaillées dans les articles et annexes suivants.

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées et/ou remplacées et complétées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications et références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral modificatif n°2013/3463 du 26 novembre 2013	Article 1 ^{er} , condition 2	Remplacé par art.3 et 4
Arrêté préfectoral n°91/4089 du 24 septembre 1991	Tableau de l'article 1 ^{er} 2 ^o a), ligne cuvette F / Réservoir n°205	Modifié par art.4

ARTICLE 3 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral modificatif n°2013/3463 du 26 novembre 2013 sont remplacées par les suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres bois-sous alcoolisés (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	-16 bras de chargement - 1 dépotage retour produit - 1 dépotage éthanol	-	A
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Quantité maximum susceptible d'être stockée : Ethanol dénaturé	390 t	E
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Additifs	106 t	DC
4734-2-a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t	Essence, gazole, fioul domestique	Cf. annexe I à diffusion restreinte	A SH

(*) A (autorisation) ; E (Enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle périodique) ; SH (Seveso seuil haut)

Les capacités autorisées des réservoirs sont définies par le volume de remplissage correspondant au premier niveau de sécurité.

L'établissement est classé en « seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement. »

ARTICLE 4 : Affectation du bac 205

La condition 2 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2013/3463 du 26 novembre 2013 est supprimée.

La ligne « Cuvette F, Réservoir 205 » du tableau présent au point 2°-a) décrivant les réservoirs de l'établissement à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°91/4089 du 24 septembre 1991 susvisé est remplacée par la ligne figurant en annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES POUR LE BAC 206

1. La fermeture du bac n°206 ou sa remise en service, c'est-à-dire, le stockage de produit de catégorie B au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé dans le bac, sont conditionnées à la conformité de la cuvette F à l'article 20-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé. Au besoin, les niveaux d'exploitation hauts (NH) des bacs n°205 et n°206 sont révisés.
2. Avant la fermeture du bac n°206 ou sa remise en service, l'exploitant transmet les justificatifs de conformité à l'article 20-1 à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 6 : MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant au chapitre 11.2 de l'étude de dangers consolidée le 31 octobre 2018 susvisée.

ARTICLE 7 : MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES ADDITIONNELLES

À la liste des mesures de maîtrise des risques mentionnées à l'article 6, sont ajoutées les mesures de maîtrises des risques identifiées dans le dossier technique à l'indice C daté du 18 novembre 2025 accompagnant la demande de modification du 25 février 2025 susvisée.

ARTICLE 8 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9 : SANCTIONS

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 et suivants, Livre I, Titre VII, Chapitre I du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 10 : INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune de Villeneuve-le-Roi et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Villeneuve-le-Roi pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.val-de-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 12 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

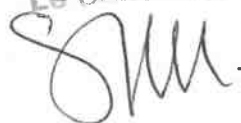
Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de MELUN, 43 rue du Général de Gaulle, 77 008 MELUN Cedex) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

ARTICLE 13 : NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, le maire de Villeneuve-le-Roi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SPVM, sous pli recommandé avec avis de réception.

Le Sous-Préfet

Sébastien HUMBERT.

